

# LA FORCE DE LA PAIX

ONUCI

Côte d'Ivoire

Volume 3 - N°008

Août 2011



Cérémonie d'adieu de la composante militaire  
à l'occasion du départ du RSSG, Y J Choi

## Avançons sur la route de la paix

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION  
« LA FORCE DE LA PAIX »

SUR LE SITE

[www.onuci.org](http://www.onuci.org)

## La Côte d'Ivoire a encore besoin de l'appui de la communauté internationale

« C'est le moment de partir et je pars avec un sentiment de travail accompli. » Cette déclaration faite par le désormais ex-Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Côte d'Ivoire à la veille de son départ de ce pays, semble avoir recueilli une mention approuvative des Ivoiriens et de leurs partenaires impliqués dans la résolution de la crise militaro-politique née en septembre 2002.

Arrivé en 2007 à la tête de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) Y. J. Choi a pu, avec l'aide de la communauté internationale et de ses collègues de la Mission, dans des circonstances pas toujours favorables, mener à terme un chantier entamé par ses prédécesseurs pour aider à mettre fin à la crise.

La Côte d'Ivoire n'est certes pas totalement sortie de l'ornière, mais une grande étape dans la résolution de la crise a été franchie avec l'installation d'un gouvernement issu de l'expression de la volonté populaire, malgré les difficultés rencontrées en cours de route.

La fin de la crise devant nécessairement passer par la mise en place d'institutions démocratiques, le prochain chantier auquel l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) entend apporter sa contribution est celui de la tenue du scrutin législatif. La mission onusienne fournira, comme par le passé, un appui multiforme à la Com-

mission électorale indépendante (CEI) chargée d'organiser cette échéance capitale.

En attendant, le Chef par intérim de l'ONUCI, Arnauld Akodjènou a entrepris des consultations tous azimuts avec les acteurs politiques, les responsables des principales institutions publiques, les diplomates et la société civile. L'objectif visé par ces rencontres avec cet aréopage de personnalités considérées comme clés ou influentes est d'aider à l'instauration d'un climat électoral apaisé.

Sur le terrain, la question de la sécurité continue d'être une préoccupation majeure. Des éléments incontrôlés des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) sont régulièrement accusés d'exactions par les populations que la nouvelle armée est pourtant censée protéger. Cette situation crée un climat d'insécurité qui pourrait pousser certains partis politiques, notamment de l'opposition, qui craignent pour leurs militants, à maintenir leur décision de se mettre à l'écart du processus électoral qu'ils considèrent comme biaisé.

De nombreux ressortissants ivoiriens réfugiés dans des Etats voisins, parmi lesquels des dirigeants politiques de premier plan, hésitent à revenir dans leur pays, de peur de subir des représailles de la part de ceux qui les accusent d'avoir commandité les nombreux actes de violence qui ont émaillé

la période qui a suivi l'élection présidentielle de novembre 2010.

Sur le plan humanitaire, faisant le point des missions qu'il a récemment effectuées dans l'ouest du pays pour évaluer la situation, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU et Coordinateur humanitaire du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire, Ndolamb Ngockwey a reconnu certaines avancées, mais estimé que celles-ci ne sauraient « occulter le caractère préoccupant de la situation humanitaire. »

M. Ngockwey s'est félicité toutefois des résultats d'une récente enquête du Programme alimentaire mondial (PAM), qui révèle que 90% des déplacés qui étaient dans des familles d'accueil au Moyen-Cavally, dans le Worodougou et le Haut-Sassandra, étaient retournés chez eux.

Le Coordinateur humanitaire de l'ONU a toutefois tenu à rappeler à tous ceux qui seraient tentés de se désengager de ce pays, particulièrement de sa partie ouest que « la fin de la crise post-électorale n'est pas la fin de la crise humanitaire. »

La Côte d'Ivoire a donc et encore besoin de l'appui de tous pour se remettre d'aplomb.

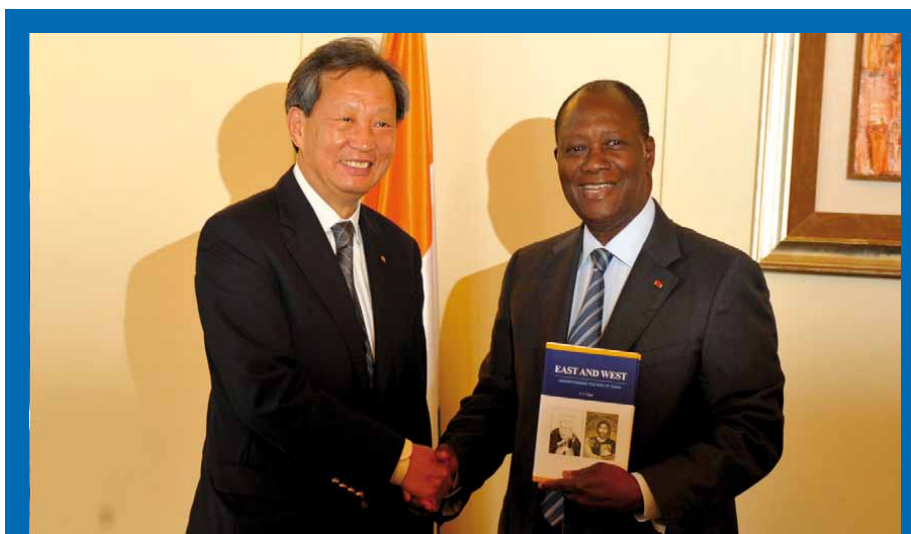
# Y.J CHOI FAIT SES ADIEUX A LA COTE D'IVOIRE

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y. J Choi a quitté définitivement Abidjan à la fin du mois d'août. Pendant près de quatre ans (novembre 2007-août 2011), à la tête de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), il a suivi et accompagné les différentes phases du processus électoral ivoirien et a notamment marqué de son empreinte la certification explicite des résultats de l'élection présidentielle, en particulier du second tour du 28 novembre 2011.

Ce n'est donc pas un hasard que c'est avec le Président Alassane Dramane Ouattara, qu'il a eu le mercredi 31 août 2011, sa dernière audience officielle au cours de laquelle il lui a dit « avoir eu la chance de servir le peuple ivoirien au cours de son mandat qui s'est achevé le même jour ». A cette occasion, il a fait cadeau au Président Ouattara d'un exemplaire de son ouvrage « East and West. Understanding the rise of China », publié en 2008.

Le 29 août 2011, M. Choi avait eu droit à une cérémonie solennelle de prise d'armes organisée par les 11 contingents de la Force de l'ONUCI en l'honneur de son départ de la Mission.

M. Choi a saisi cette occasion pour rendre un hommage appuyé aux militaires et policiers de l'ONUCI, notamment au moment de la crise postélectorale marquée selon ses dires, par des moments difficiles et pleins de défis. Il a rappelé que durant cette période, les Casques bleus qui avaient subi de nombreuses humiliations, n'avaient jamais arrêté de mener leurs patrouilles de jour comme de nuit et par tout temps afin de venir en aide aux populations en détresse. « Vous avez sauvé l'honneur, vous n'avez jamais tiré. Si vous aviez tiré, ça aurait signifié la fin de la mission. C'est une marque de détermination adressée au monde, que pour les



Y J Choi lors de sa dernière rencontre avec le Président Alassane Ouattara © UN/ONUCI

Casques bleus c'est mieux d'être mis à mal par les populations que de les mettre à mal. Vous êtes les héros de la paix », a lancé M. Choi à l'endroit des Casques Bleus.

Pour sa part, le Commandant de la Force, le Général Gnakoudé Berena, après avoir félicité les composantes militaires, a transmis leurs sentiments au Représentant spécial. « Vous partez en nous laissant surtout les valeurs cardinales qui vous ont guidé tout au long de votre mission en Côte d'Ivoire et qui constituent pour nous militaires et policiers le socle des valeurs de référence. Ce sont la loyauté, le courage à toute épreuve, la détermination et la sincérité ». Il a ensuite promis que le travail accompli par M. Choi ne serait pas vain.

Toutefois, les derniers moments passés par M. Choi au sein de la mission ont été chargés. Ainsi, le 9 août 2011, il a reçu une délégation du Comité interparlementaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), conduite par son Président Dama Dramani. Cette délégation était venue le remercier pour son rôle déterminant dans la conduite du processus du pro-

cessus électoral et dans la gestion de la crise postélectorale. « Nous avons dit à M. Choi que le travail n'est pas terminé. Il faut pacifier la Côte d'Ivoire, il faut réconcilier les Ivoiriens pour reconstruire le pays. Donc le rôle de l'ONU va continuer », a indiqué M. Dramani

Auparavant, le 5 août, M. Choi avait échangé avec une délégation de la Banque Africaine de Développement (BAD,) conduite par son vice-président chargé des services institutionnels, Bedoumra Korje. La veille, le Représentant Spécial avait rencontré le Secrétaire d'Etat à la Défense ivoirien, Paul Koffi Koffi venu échanger avec lui notamment sur la contribution de l'ONUCI), au renforcement de la sécurité dans l'Ouest du pays.

L'approche du Représentant spécial dans la gestion de la crise ivoirienne ne s'est pas arrêtée au seul volet politique. C'est ainsi que le 30 juillet 2011, il a procédé au lancement, au Rond Point de la Commune d'Abobo, du Festival des Musiques pour la Paix et la Réconciliation. en présence de plus de 5000 personnes.

Par Marie-Mactar Niang

## RESOLUTION 1820 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

Ensemble disons **NON!**  
à l'impunité des auteurs d'actes de violences sexuelles



Avançons sur la route de la paix

CÔTE D'IVOIRE

# ELECTIONS LÉGISLATIVES : l'ONUCI aux côtés de la Côte d'Ivoire



Le Représentant spécial Adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Arnaud Akodjenou recevant une délégation de la CEI © UN/ONUCI

La crise postélectorale est désormais derrière les Ivoiriens et les élections législatives annoncées pour fin 2011 sont à présent sur toutes les lèvres. L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), comme lors du scrutin présidentiel, appuiera le processus avec les moyens dont elle dispose, tel que le lui recommande la résolution 2000 (2011) du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Président de la Commission électorale indépendante (CEI), Youssouf Bakayoko a réaffirmé le 24 août dernier en recevant les partenaires de l'institution, sa volonté d'organiser les élections législatives avant la fin de l'année 2011. La récente prestation de serment des 14 nouveaux commissaires permet à la Commission Centrale d'entamer son travail et de préparer tous les éléments pour le respect de cette échéance.

Les partenaires traditionnels de la Côte d'Ivoire, tels que l'Union Européenne, le Japon, les Etats-Unis, ont rassuré le Président de la CEI quant à leur disponibilité à accompagner l'institution électorale pour que la consultation se déroule dans les meilleures conditions.

Au lendemain de la crise postélecto-

rale, il a fallu par la CEI faire l'inventaire du matériel existant. Triste constat : l'essentiel des équipements a été détruit ou emporté. Toutefois, l'évaluation des besoins pour le processus d'organisation des élections se poursuit avec l'appui de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), par le biais des bureaux régionaux de la Division de l'Assistance électorale (DAE).

Sur le terrain, les contacts entre les composantes de la CEI et celles de l'ONUCI ont repris. Cela permettra à la Mission de mieux appréhender les réalités dans les différentes régions du pays après les douloureux événements qui ont suivi l'élection présidentielle du 28 novembre 2010.

La CEI a un projet de chronogramme qui devait être discuté en interne au niveau de la commission centrale puis partagé avec les autorités politiques compétentes. De nombreuses questions considérées comme intrinsèquement politiques, qui portent sur le nombre de députés, le découpage électoral, le nombre de circonscriptions à ajouter ou non, devaient trouver des réponses de façon transparente pour aider la CEI à organiser des élections démocratiques dont le résultat sera accepté par toutes

les parties et tous les candidats.

Ces élections offriront sans doute un nouveau paysage politique à la Côte d'Ivoire. Il faut se rappeler que le scrutin de 2000 avait été boycotté par certaines formations. Le vote pour un nouveau parlement qui sera certifié par l'ONUCI, achèvera le processus de sortie de crise. La mission se prépare à différents niveaux pour appuyer le peuple ivoirien tout au long du processus.

La question sécuritaire reste un volet important pour la réussite de ces consultations. C'est pourquoi, les Forces impartiales (ONUCI et Licorne) et les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) ont fait l'état de lieux et évalué la situation à l'Ouest. Elles maintiendront une présence dissuasive à travers tout le territoire national.

De leur côté, les Représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Arnaud Akodjenou et N'Dolamb Ngokwey, poursuivent leurs échanges multiformes sur la sortie de crise avec diverses composantes de la nation ivoirienne ainsi que le corps diplomatique accrédité à Abidjan.

Par Eliane Hervo-Akendengué

# ETAT DES DROITS DE L'HOMME EN CÔTE D'IVOIRE :

## FRCI et miliciens fidèles à l'ex-président indexés par l'ONUCI

La situation générale des droits de l'homme en Côte d'Ivoire est restée précaire, pendant le mois de juillet 2011, en dépit de l'amélioration de la situation sécuritaire observée notamment dans la ville d'Abidjan. Sur l'ensemble du territoire, les neuf bureaux régionaux des droits de l'homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), ont reçu plus d'une centaine d'allégations et mené des investigations.

Les conclusions de ce travail révèlent que les violations commises incluent des cas avérés d'exécutions sommaires, extrajudiciaires, des arrestations et détentions illégales, des cas de libération des personnes moyennant des sommes d'argent, des cas d'extorsion et des cas de rackets dont sont victimes de nombreux transporteurs. Ces violations sont majoritairement imputées aux Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), mais également à des milices fidèles à l'ancien président Laurent Gbagbo.

Les exécutions sommaires ont été enregistrées principalement dans les localités de Biéby (40 km d'Adzopé), Daobly/Ponan (120 km au sud-est de Duékoué), Doba (90 km au nord de San Pedro), Guetuezon (42 km de Daloa), Guitrozon (5 km de Duékoué) et dans les communes de Yopougon et de Marcory à Abidjan.

La résurgence de violents affrontements entre des éléments des FRCI et les jeunes des villages d'Ores-Krobou (39 km d'Abidjan), d'Abadjin-Kouté (situé dans la commune de Dabou),



La Police des Nations Unies sensibilise régulièrement les Forces de sécurité ivoiriennes au respect des droits de l'Homme © UN/ONUCI

d'Abadjin-Doumé (10 km d'Abidjan), d'Akoupé-Zeudji (30 km d'Abidjan) et de Biéby (40 km d'Azopé) a été un sujet de préoccupation majeur. « Ces violents affrontements ont été émaillés de graves violations des droits de l'homme notamment des atteintes à l'intégrité physique, des traitements cruels, inhumains et dégradants ainsi que des atteintes au droit à la propriété », a déploré Guillaume Ngefa, chef par intérim de la Division des droits de l'homme.

Des violations similaires ont été observées dans la localité de Nakiahio (108 km de Daloa). Au cours de ces incidents, huit autres personnes, dont cinq civils, ont été blessées par balles. N'y ont pas échappé des membres des groupes ethniques Bakwé, Attié et Ebré, originaires de San-Pedro, Akoupé et Dabou ainsi que des habitants du village de Ganon, Sikensi (145 km d'Abidjan) et Odienné.

Onze cas de Mutilations Génitales Féminines (MGF) ont été documentés par la DDH à travers le pays et principalement dans la région de Duékoué, remettant cette question au cœur des préoccupations.

En outre, la DDH a observé que les FRCI conservent, dans les principales villes du Nord, l'effectivité de certaines attributions relevant de la compétence d'autres autorités étatiques; à savoir le prélèvement des taxes commerciales, d'exploitation minière, de douanes et même le règlement des conflits, etc. La DDH a évoqué ces cas avec les différentes autorités militaires, politico-administratives et judiciaires de même que des violations routinières, telles que les rackets et les arrestations arbitraires, enregistrés dans les principales villes du Nord.

Synthèse de Parfait Kouassi

## FRÉQUENCES ONUCI FM



**ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0 • ADZOPE 96.0 • BANGOLO 91.1 •  
BONDOUKOU 100.1 • BOUAKÉ 95.3 • BOUNA 102.8 • BOUNDIALI 90.0 •  
DABAKALA 93.9 • DALOA 91.4 • DANANÉ 97.6 • DAOUKRO 94.7 • DUEKOUÉ 91.1 •  
FERKESSEDOUGOU 104.4 • GUIGLO 93.7 • KORHOGO 95.3 • MAN 95.3 •  
ODIENNÉ 101.1 • SAN-PEDRO 106.3 • SEGUELA 101.8 • TABOU 95.3 •  
TOULEPLEU 93.7 • YAMOUSSOUKRO 94.4 •**

# LE COMBAT DE L'ONU CI CONTRE LES VIOLATIONS BASEES SUR LE GENRE DANS LE DENGUELE



L'excision une atteinte aux droits de la femme © UN/ONU CI

« La loi condamne, mais la coutume autorise. » Ce dicton renvoie à la triste réalité à laquelle bon nombre de filles et de femmes sont confrontées au quotidien dans la région du Denguélé, située à 867 km d'Abidjan, au nord-ouest de la Côte d'Ivoire. Les cas de violences basées sur le genre (VBG) y compris les mutilations génitales féminines (MGF) y sont légion.

Selon des statistiques datant de 2000, le taux de prévalence en matière de mutilation génitale féminine dans les régions du Denguélé et du Bafing, était de 87,36 % pour une moyenne nationale de 36%.

La liste des atteintes physiques, morales et psychologiques à l'endroit des femmes « Odiénnékas », reste longue : mariages précoces forcés,

cas de viols en raison de l'impunité qui règne depuis le conflit, abus sexuels de la part de maîtres sur des élèves dans les écoles...

Consciente de cette situation, et désireuse d'accroître la participation de la femme à la vie de la communauté en cette période de reconstruction post-conflit, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI), par le biais de son Bureau des droits de l'Homme (DDH) dans la région, et de concert avec les différents partenaires locaux, notamment les autorités administratives et coutumières, les éléments des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), et au sein de la coalition des ONG contre les violations basées sur le genre (VBG), travaille sans répit à la sensibilisation des populations

Parmi les cas qui ont défrayé la chronique, celui de cette jeune fille de 18 ans issue d'un village de la région et que sa grand-mère a fait venir à Odiénné pour un bref séjour et apprend par la suite qu'on l'avait proposée en mariage, sans son consentement préalable, à son cousin. Ou encore le cas de cette fillette âgée à peine de 12 ans, qui se fait violer par des jeunes gens. Ou encore le cas de deux enseignants « indignes » qui ont abusé d'une de leurs élèves.

Qui plus est, alors que l'excision est officiellement interdite en Côte d'Ivoire, des partenaires de la DDH, membres de la coalition des ONG, estiment à plus de trente, le nombre de fillettes excisées dans une sous-préfecture de la région au cours des six premiers mois de l'année 2011.

Par Yacouba Kébé et Danielle Zan

Visitez notre site web :

[www.onuci.org](http://www.onuci.org)

# LE HCR RELOCALISE LES REFUGIES LIBÉRIENS D'ABIDJAN A SAN PEDRO

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), a procédé, le 11 août 2011, à la relocalisation au Centre missionnaire Bon Berger à San Pedro (348 km au sud-ouest d'Abidjan) de 367 réfugiés libériens en provenance d'Abidjan.

Pour Maurice Moussouravi, chef du Bureau du HCR à Tabou, la relocalisation fait suite au sentiment d'insécurité éprouvé par les réfugiés libériens précédemment établis dans la capitale économique ivoirienne. «A cause de la crise postélectorale, les réfugiés libériens ont envahi les locaux de l'agence onusienne à Abidjan pour des raisons de sécurité», a-t-il expliqué.

Après huit mois de leur présence en ces lieux, il a estimé impérieux pour le HCR de les relocaliser dans une autre ville du pays.

A l'arrivée des réfugiés à San Pedro, le HCR a demandé à ceux qui voulaient vivre dans la cité portuaire de chercher un logement. Trois mois de charges locatives seront entièrement payés par l'agence.

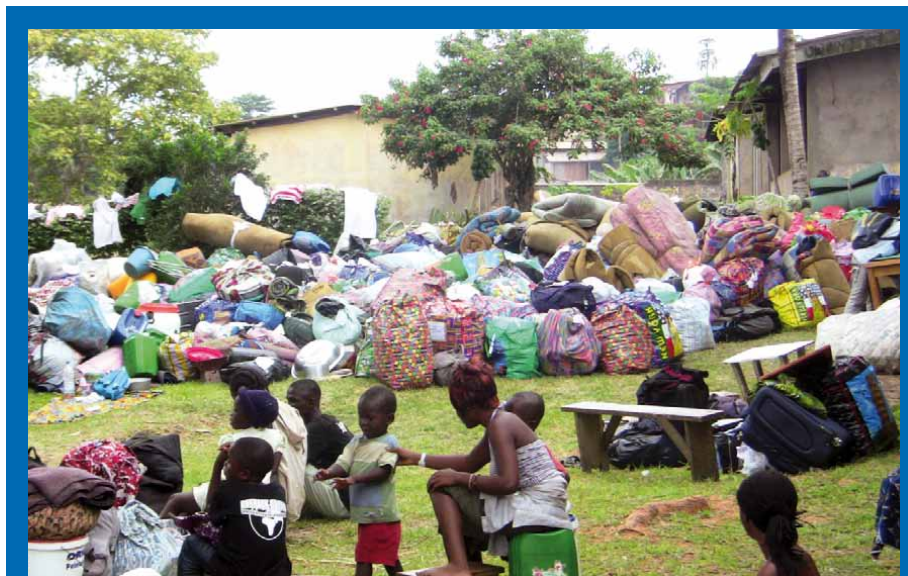
Ce n'est pas tout. D'autres mesures d'accompagnement telles que le financement d'activités génératrices de revenus sont également prévues.

Irié Bi Kouahi, chef du Bureau régional du Service d'aides et d'assistance aux réfugiés et apatrides (SAARA), structure gouvernementale de gestion des réfugiés, a indiqué que les personnes relocalisés sont reconnues par l'Etat de Côte d'Ivoire depuis environ vingt ans. «La Côte d'Ivoire est respectueuse de la Convention relative aux droits des réfugiés. C'est donc tout naturellement que nous devons aider à leur relocalisation», a-t-il souligné.

Selon lui, les réfugiés auront droit à trois repas quotidiens et pourront saisir le représentant du SAARA détaché sur le site pour toute préoccupation d'ordre administratif pendant les sept jours que durera leur séjour au centre d'accueil. Il a ajouté que la sécurité du site serait



Un fonctionnaire du HCR s'adressant aux réfugiés © UN/ONUCI



Les réfugiés Libériens à leur arrivée à San-Pedro © UN/ONUCI

assurée par quatre à six éléments des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI).

Certains réfugiés se félicitent de la décision prise par le HCR de les relocaliser. «Notre sécurité n'était plus garantie à Abidjan du fait de la crise. Nous considérons que nous sommes en transit ici, le temps qu'on nous réinstalle dans un autre pays», a précisé Moussa Camara qui vient d'arriver à San Pedro.

Massa Doukouré, une réfugiée, pense

elle que les femmes et les enfants, qui constituent la majeure partie des relocalisés, devraient bénéficier d'un traitement spécial du fait de leur vulnérabilité.

Selon le SAARA, les 367 réfugiés libériens en provenance d'Abidjan viennent s'ajouter aux 13 000 établis dans la région du Bas-Sassandra. Ceux-ci, parfaitement intégrés, cohabitent pacifiquement avec les différentes communautés locales.

Par Baba Diaby

# KÉKÉRENI RENOUÉ AVEC L'ONU CI

**N**ouveau départ dans les relations entre l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et les habitants de Kékéréni, village de la sous-préfecture d'Assuefry situé à 405 km au nord-est d'Abidjan, dans le département de Koun Fao.

Suite au mécontentement suscité par la certification de l'ONUCI des résultats du second tour de l'élection présidentielle, Kékéréni s'était distingué des autres villages de la région par son hostilité ouverte envers le personnel de la mission onusienne.

Tout ceci n'est plus qu'un mauvais souvenir, car le village a exprimé dans

d'aller à la réconciliation et de reconnaître la victoire du président Ouattara. Depuis lors, le village est calme et vit dans la paix, dans la cohésion sociale », a-t-il indiqué.

Désiré Ndagijimana, du Bureau de l'Information publique de l'ONUCI à Bondoukou, a félicité la notabilité du village pour les efforts fournis en faveur de la réconciliation. Il l'a encouragé par la même occasion, à se préparer à aller aux élections législatives et communales dans un climat apaisé.

Le Chargé d'information de l'ONUCI a, ensuite, assuré les populations de l'impartialité de la mission onusienne dans

tous les enfants, garçons comme filles. Il a ensuite fait un plaidoyer pour la fin des violences faites aux femmes et aux enfants afin que cessent ces genres de pratiques considérées comme criminelles ne restent plus impunies.

En réponse à cette préoccupation, le notable Kouabénan Yéboua a signalé que les filles sont inscrites à l'école aussi bien que les garçons. « Cependant, le taux très élevé d'échec de filles à l'école n'est pas encourageant », a-t-il estimé. Il a toutefois indiqué être favorable à un changement de comportement dans ce domaine et a sollicité l'appui de l'ONUCI pour la motivation des filles en vue d'accroître leur rende-



La chefferie de Kékéréni a contribué au retour de l'ONUCI dans le village © UN/ONUCI

ment scolaire. Pendant deux heures, la délégation de l'ONUCI, composée des bureaux de l'Information publique, des Droits de l'homme, de la protection de l'enfance, des observateurs militaires et de la Police des Nations-Unies (UNPOL) à Bondoukou, a échangé avec le chef de village entouré de sa notabilité et de la population.

l'allégresse, le 11 août 2011, son engagement dans le processus de réconciliation nationale aux côtés de la mission onusienne.

Exprimant sa satisfaction d'accueillir la campagne de sensibilisation de proximité dénommée ONU CI Tour, le chef de village, Kouamé Koko, a reconnu que les tensions étaient vives dans son village pendant la période électorale et postélectorale. Il a néanmoins souligné que le calme était maintenant revenu suite à son implication personnelle dans la réconciliation des fils et filles de Kékéréni.

« Après la crise, j'ai réuni tous les habitants du village pour leur demander

l'accomplissement de son mandat qui est d'appuyer le processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire.

Joseph Noubadoum, du Bureau de la Division des droits de l'Homme, a, pour sa part, instruit les notables sur leurs droits civiques et politiques, particulièrement la liberté de circuler, de se réunir, d'adhérer au parti politique de leur choix ; sur le droit d'opinion et le droit de vote, autant pour l'homme que pour la femme.

Hyacinthe Brou, de la Section Protection de l'Enfance de l'ONUCI, a expliqué aux autorités coutumières l'importance de la déclaration des naissances à l'état civil avant de les inviter à scolariser

Au terme de la rencontre, le chef de village a promis de relayer les messages de l'ONUCI auprès de sa population et souhaité une autre rencontre avec tous les habitants de la ville dont la plupart étaient mobilisés par les travaux champêtres.

Par Désiré Ndagijimana



# TOURNOIS DE L'ONU CI À TRAVERS LA CÔTE D'IVOIRE :

## le football pour sensibiliser à la cohésion sociale et à la réconciliation nationale

Des activités sportives ont été organisées par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) au cours du mois d'août pour encourager la cohésion sociale et la réconciliation nationale dans plusieurs localités de Côte d'Ivoire notamment à Didiévi, Korhogo, Séguéla et Bongouanou.

A Didiévi deux matches de football ont été joués. Le premier a opposé l'équipe féminine du lycée de Didiévi à celle du Collège municipal qui l'a remporté sur le score de 1-0. Le second match qui a mis aux prises l'équipe masculine du lycée à celle du Collège moderne a vu la victoire par 3 à 0 du Lycée.

A l'occasion de ce tournoi, Cécile Senghor, responsable du bureau de l'Information publique de l'ONU CI à Yamoussoukro, a demandé aux jeunes sportifs de jouer le rôle d'ambassadeurs de la paix et de servir de modèles pour la réconciliation dans leurs différents quartiers.

Selon Djéké Koffi, le Directeur régional de l'Éducation nationale (DREN) à Yamoussoukro, le sport allié au processus de paix pouvait faire avancer l'école. Quant à Gando Coulibaly, préfet du département, il a invité les joueurs et tous les élèves présents à s'approprier les valeurs du sport, tels que le fair-play, la tolérance, l'acceptation des résultats, autant sur le terrain que dans la vie de tous les jours.

A Korhogo, Désiré Dago du Bureau de l'Information publique de l'ONU CI a profité d'une cérémonie de passage de grade des Karatekas pour sensibiliser les populations à la réconciliation et à la paix.

Selon lui, le sport étant un facteur de rassemblement, les participants et les spectateurs devaient en épouser les valeurs. «Vous devez appliquer les préceptes du karaté, qui développent en l'individu, les réflexes de non- vio-

lence, de fair-play, de respect d'autrui et les diffuser autour de vous pour qu'advienne une société éprise de paix », a souligné M. Dago

Plusieurs responsables de dojos de karaté et des disciplines affiliées de la région ont assisté à la double cérémonie de passation de grades.

A Séguéla, l'ONU CI, a contribué le 5 août 2011, à l'organisation des Journées sportives de réconciliation, ini-

nous de vous exhorter au respect de la démocratie, c'est-à-dire à l'acceptation de l'autre dans sa différence, », a soutenu M. Tueché.

A Bongouanou, deux matches de football Maracana ont marqué la journée consacrée à la sensibilisation sur la cohésion sociale et la réconciliation par l'ONU CI.

Cécile Senghor a invité les jeunes de Bongouanou à s'inscrire dans le pro-



Remise d'un trophée au vainqueur d'un tournoi de l'ONU CI © UN/ONU CI

tiées par l'Amicale des institutrices de Séguéla (AIS).

Des messages de paix ont été lus à cette occasion pour appeler les populations à contribuer à la préservation d'un environnement post-crise apaisé.

Le chef de la délégation de l'ONU CI, Amos Tueché, de la Division de l'Assistance électorale (DAE), a plaidé pour le respect des vertus démocratiques dans la réconciliation.

« Vous savez quel rôle l'ONU CI a joué dans tous les événements qu'a traversés la Côte d'Ivoire. C'est le lieu pour

cessus de réconciliation nationale en cours et à bannir de leurs comportements la violence, afin d'épouser les valeurs de paix. Parlant des prochaines élections, Mme Senghor a demandé aux jeunes de faire en sorte qu'elles ne conduisent pas à une crise comme en novembre dernier.

Les différentes rencontres de football Maracana ont vu la victoire, chez les femmes, de l'équipe Tolérance sur Pardon sur le score de 1 but à 0 et celle de Cohésion sociale sur Réconciliation, chez les hommes dans la série des tirs aux buts.

Par Michel Man

## HUMANITAIRE :

# La force spéciale jordanienne de l'ONUCI remet des dons aux habitants d'Adjin-Bingerville

La Force spéciale jordanienne de l'Opération des Nations Unies (JORDFPU) en Côte d'Ivoire (ONUCI) a encore fait parler son cœur, le 22 août 2011, à Adjin, village de 2000 âmes situé dans la région abidjanaise, à une dizaine de kilomètres de la commune de Bingerville.

Ce contingent a remis un don d'une valeur estimée à plus de 15 millions de FCFA aux habitants du village. Ce don est composé de kits scolaires et médicaux, de chaussures, de couvertures, de nattes et de suppléments alimentaires riches en vitamines. Les casques bleus ont également distribué 300 repas chauds et approvisionné la population en eau potable à travers un tank d'une capacité de 1.000 litres.

Dans son message de bienvenue, le Premier adjoint au Maire de Bingerville, Benjamin Akosso Koutouan, qui a présidé la manifestation, a rendu hommage à l'ONUCI pour ses actions en faveur de la paix et du bien-être des po-

Le chef du village, Jean-Baptiste Ahouadja, a exprimé sa reconnaissance à l'ONUCI pour son geste, qui, a-t-il dit, « va renforcer davantage le partenariat que nous avons scellé. »

A son tour, le commandant de la Force

après les moments éprouvants occasionnés par la crise postélectorale », a-t-il lancé à l'assistance.

Des consultations médicales et une animation musicale assurée par la fanfare ordanienne ont mis fin à cette céré-



Le commandant du Jorbatt, Colonel Al-Zubi fait chef traditionnel Adjin © UN/ONUCI



Des enfants ont reçu des cadeaux de la Force spéciale Jordannienne © UN/ONUCI

pulations. Il a ensuite traduit « la reconnaissance des habitants d'Adjin à l'endroit du bataillon jordanien de l'ONUCI pour ce geste empreint de générosité et d'humanisme. »

spéciale jordanienne, le colonel Omar Al-Zubi, a souligné que le peuple ivoirien méritait la paix. « A travers ce don, nous souhaitons témoigner notre solidarité aux fils et filles de ce village,

monie à laquelle ont pris part plus de 500 personnes et au cours de laquelle le colonel Al-Zubi a été fait chef traditionnel Adjin.

Par Marie-Irène Richmond

## BOUAKE : L'ONUSI forme les pairs éducateurs de la mairie sur les ist et le vih/sida

Les spécialistes ne ratent jamais une occasion de le rappeler : la formation doit être un volet important dans la lutte contre la pandémie du VIH/SIDA et les infections sexuellement transmissibles (IST). C'est ce qu'a compris l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUSI) en organisant du 22 au 25 août à Bouaké, un sémi-

«Nous avons désormais de solides arguments pour convaincre les populations à changer de comportement. Nous sommes prêts pour accomplir notre mission sans inquiétude » a soutenu M. Kouadio.

Pour sa part, le directeur des services socio culturels et de la promotion hu-

éducateurs dans leurs actions futures. Au terme du séminaire, un plan d'action a été élaboré par les participants en vue de contribuer à la réduction des risques d'infection du VIH/SIDA d'ici un an dans la commune de Bouaké.

Il faut noter que ce séminaire s'inscrivait dans le cadre de l'appui de l'ONUSI



Les pairs éducateurs de Bouaké au cours de la formation © UN/ONUSI

naire à l'intention d'une vingtaine de pairs éducateurs de la mairie de la ville. Cette formation des formateurs, selon Désiré Barahwahura de l'Unité VIH/SIDA, avait pour objectif de renforcer les capacités des pairs éducateurs de la mairie en vue de réduire la vulnérabilité aux IST/VIH/SIDA des populations du Chef-lieu de la région de la Vallée du Bandama. «Ce sont au total huit modules qui ont été dispensés au cours de cette formation de trois jours, pour permettre aux participants d'avoir le maximum d'informations sur la pandémie pour affronter le public », a indiqué M. Barahwahura.

Pour Eric Kouassi Kouadio, président communal de la lutte contre le VIH/SIDA, la formation leur a permis d'être mieux outillés pour devenir des agents de sensibilisation de proximité.



Photo de famille à la fin du séminaire © UN/ONUSI

maine de la mairie, Mohamadou Touré, a promis de mettre tout en œuvre pour que la mairie accompagne ses pairs

à ses partenaires. Il constitue un des axes de la lutte de la mission onusienne contre la pandémie.

Par Prisca Soumahoro

# LE COMPORTEMENT DU SOMMEIL



Le sommeil, fonction physiologique et fondamentale, occupe le tiers de l'existence de l'être humain : besoin vital, rythmique, adaptatif, indispensable à la vie tant au plan physique qu'intellectuel. Il baisse avec l'âge : 18-13h chez les nourrissons, 13-10h pour les enfants, 10-8h à l'adolescence, 6-8h chez les adultes et 5-6h pour les personnes âgées. Les troubles du sommeil sont dus à des perturbations de la qualité, de la quantité ou des horaires du sommeil ; le principal trouble étant l'insomnie.

L'insomnie est une plainte subjective qui désigne à la fois une durée insuffisante du sommeil et un sommeil non réparateur.

**L'insomnie se caractérise par :** difficultés à s'endormir ou à se rendormir, réveils fréquents de la nuit, réveil matinal précoce ou encore une impression d'absence totale de sommeil avec fatigue, irritabilité, pertes de la mémoire, troubles de la concentration et du jugement durant le jour, diminution de la vigilance et/ou des performances et une anticipation anxieuse de l'arrivée de la nuit. L'insomniaque est complètement réveillé(e), prêt(e) à se lever, ou à moitié endormi(e), ouvre les yeux toutes les 5 min et voit tourner les aiguilles de son horloge et l'endormissement apparaît enfin quand il faut se lever.

L'insomnie est un symptôme et non une maladie en soi avec des causes multiples :

- **psychologiques** : évènements de vie (un deuil, un licenciement, un divorce), difficultés économiques et socio-familiales, soucis professionnelles, facteurs de stress récent et d'anxiété (traumatisme ou catastrophe)...

- **Mauvaise hygiène de vie** : longues siestes, abus d'excitants, lever ou coucher irrégulier, hyperactivité physique le soir, suractivité professionnelle...

- Troubles somatiques : douleur aiguë, toux, prurit, fièvre, changement hormonal (ménopause) ...

- **Environnement** : nuisances sonores, séjour en altitude, mauvaises conditions de coucher (luminosité), un changement du mode de vie (travail de nuit, voyage, décalage horaire, hospitalisation)...

## Conseils pour améliorer l'hygiène du sommeil:

- faire certaines activités physiques,

- apprendre à connaître les signes de fatigue d'imminence d'un cycle du sommeil,

- prendre un bain tiède ou une douche à température ambiante (18°C),

- préparer son esprit à dormir en se relaxant avant l'heure du coucher (lecture, musique, massage, ablution,

- prière, méditation...),

- dormir dans une chambre fraîche (18-22°C), sombre, calme,

- se coucher et se lever aux heures régulières.

**Comportements à éviter :** lever tardif, sieste longue, dîner lourd, prise de stimulants au coucher (drogue, alcool, tabac, café, thé, coca-cola, vitamine C, chocolat), prise de boissons (réveils nocturnes répétés pour miction), aller au lit trop tôt.

Si le fait de passer quelques nuits blanches occasionnelles n'est pas inquiétant, un manque chronique de sommeil peut chambouler les activités quotidiennes et causer :

- des difficultés scolaires, en particulier chez les élèves du primaire;

- l'absentéisme ou présentéisme au travail (être présent de corps et non d'esprit);

- des accidents au travail et des accidents de la route : la fatigue au volant est impliquée dans 20 % à 25 % des accidents mortels de la route.

Il faut éviter qu'une insomnie occasionnelle se chronicise sans la cause initiale responsable. Il faut dédramatiser la raison particulière de l'insomnie pour permettre à l'organisme de s'adapter à l'éventuel changement de situation. **Il est donc utile de réserver le lit au sommeil** et ne pas utiliser la chambre pour regarder la télévision, écouter la radio, manger, prier sans fin...

En conclusion, **Dormir est crucial, c'est tout sauf une perte de temps!** Bien dormir est important pour se sentir de **bonne humeur** et **énergique**, pour jouir d'une bonne santé à long terme. En apportant du repos, le sommeil régénère l'esprit et le corps et nous permet une fonction optimale le lendemain. Le manque de sommeil contribue à des troubles médicaux, entre autres à la dépression, l'hypertension, l'obésité et au début précoce de maladie du rein et du diabète.

Si vous êtes confrontés à des difficultés dans la gestion de vos problèmes de sommeil, le service de Counselling vous assistera!

Staff Counselling Unit